



Conférence générale

35^e session, Paris 2009

rep

United Nations
Educational, Scientific and
Cultural Organization

Organisation
des Nations Unies
pour l'éducation,
la science et la culture

Organización
de las Naciones Unidas
para la Educación,
la Ciencia y la Cultura

Организация
Объединенных Наций по
вопросам образования,
науки и культуры

منظمة الأمم المتحدة
للتربية والعلم والثقافة

联合国教育、
科学及文化组织

Rapport

35 C/REP/1
26 août 2009
Original anglais

RAPPORT DU CONSEIL DU BIE SUR LES ACTIVITÉS DU BUREAU INTERNATIONAL D'ÉDUCATION (2008-2009)

PRÉSENTATION

Source : Article V (g) des Statuts du Bureau international d'éducation (BIE).

Antécédents : Conformément à cet article, le Conseil du BIE présente à la Conférence générale son 20^e rapport sur les activités du BIE. Le rapport couvre la période qui s'étend de la clôture de la 34^e session de la Conférence générale au 31 juillet 2009.

Objet : Le présent rapport décrit brièvement les activités du BIE, l'institut de l'UNESCO spécialisé dans les contenus des programmes d'enseignement et les méthodes, politiques et processus d'élaboration de ces programmes. Il se limite à un bilan des résultats obtenus par rapport aux résultats escomptés du 34 C/5 (paragraphe 01023). Le BIE fournit annuellement à son Conseil un rapport complet, accompagné de fiches descriptives détaillées des activités. Ces informations sont accessibles sur le site du BIE, à l'adresse suivante : www.ibe.unesco.org (sous « Conseil du BIE »).

1. L'exercice biennal 2008-2009 s'est révélé très stimulant et fructueux à plusieurs égards, particulièrement en ce qui concerne les préparatifs et la convocation de la 48^e session de la Conférence internationale de l'éducation (CIE), qui s'est tenue du 25 au 28 novembre 2008 à Genève (Suisse). Le suivi comporte un solide programme d'activités, qui sont en cours de réalisation. Des résultats tangibles ont également été obtenus dans la mise en œuvre de la nouvelle stratégie du BIE 2008-2013, approuvée par le Conseil du BIE à sa 56^e session (2008), avec la consolidation et l'amplification des activités de base, le lancement de nouvelles initiatives et l'expérimentation d'outils de formation pour l'élaboration des programmes. Les partenariats en place ont été renforcés et de nouveaux partenariats ont été établis avec des institutions des Nations Unies et des institutions universitaires, nombre d'entre eux résultant du processus de préparation de la CIE. La base de donateurs a été élargie et les objectifs de collecte de fonds pour

la CIE ont été atteints ; les accords de financement pour le soutien institutionnel seront reconduits à la fin 2009.

2. Le Conseil du BIE, composé de 28 États membres, est élu pour quatre ans par la Conférence générale. La moitié des sièges (14) sont soumis à élection/réélection lors de chaque session de la Conférence générale. Au cours de l'exercice biennal, le Conseil a tenu ses 56^e et 58^e sessions ordinaires, outre la 57^e session qui s'est tenue en marge de la CIE ; le Bureau du Conseil s'est réuni à deux reprises (16 juillet 2008 et 4 septembre 2009).

3. La stratégie du BIE 2008-2013 est alignée sur la Stratégie à moyen terme de l'UNESCO (34 C/4) au titre de l'objectif primordial *Assurer une éducation de qualité pour tous et l'apprentissage tout au long de la vie*. Trois principaux objectifs stratégiques ont guidé les contributions du BIE au 34 C/5, au titre du grand programme I et de ses quatre axes d'action, à savoir : renforcer les capacités des spécialistes, des praticiens et des décideurs à concevoir, gérer et appliquer des processus d'élaboration des curricula (*Développement des capacités et assistance technique*, pour les axes d'action 1 et 4) ; améliorer la qualité des processus d'élaboration des curricula et des produits curriculaires (*Production et gestion des connaissances*, transversal) ; et informer les politiques et les pratiques innovantes dans le domaine de la réforme et des changements curriculaires (*Dialogue politique, y compris la CIE*, pour l'axe d'action 3).

4. Institut orienté vers le terrain, le BIE renforce progressivement les partenariats avec les bureaux hors Siège de l'UNESCO, les institutions des Nations Unies et d'autres parties prenantes afin de répondre aux besoins des États membres en matière d'élaboration des curricula, dans le contexte du programme de l'EPT et dans le cadre de la réforme des Nations Unies. De nouvelles synergies ont été créées au niveau programmatique avec les divisions du Siège de l'UNESCO afin d'accroître l'efficacité des ressources et d'élargir l'impact des activités conjointes. Tel a été le cas pour les préparatifs de la CIE. Une importance particulière a été accordée à la nécessité de répondre aux besoins des États membres en Afrique. Des directives prenant en compte les questions de genre sont en cours d'élaboration pour la révision des manuels scolaires, à titre de contribution à l'égalité entre les sexes. Le BIE a également mis en place des dispositifs de coopération Sud-Sud et Nord-Sud-Sud pour favoriser l'échange d'expertise et de bonnes pratiques dans le cadre de ses activités. Des contributions ont été apportées aux plates-formes intersectorielles concernées, en particulier « Plate-forme intersectorielle pour le soutien aux pays en situation de post-conflit et de post-catastrophe », VIH et SIDA, et dialogue entre les civilisations.

Grand domaine d'action 1 : Renforcement des capacités et assistance technique

Résultats escomptés : renforcement des capacités humaines et institutionnelles en matière de conception, d'élaboration et de réforme des programmes d'études
--

5. La Communauté de pratique (CoP) chargée de l'élaboration de curricula a encore consolidé et élargi son réseau d'experts, qui joue le rôle de plate-forme active pour le développement des capacités et la concertation aux niveaux national, régional et interrégional. La CoP, dont le nombre de membres a maintenant plus que doublé (en juin 2009, elle comptait plus de 1 200 membres de 126 pays) a contribué à mobiliser l'expertise et à favoriser le dialogue international sur une conception élargie de l'éducation inclusive, en particulier dans le cadre de la 48^e session de la CIE (voir paragraphe 14). La CoP joue également un rôle clé dans la mise en œuvre des initiatives de suivi de la CIE. Au niveau régional, et dans le cadre du Programme pour l'éducation de base en Afrique (BEAP), piloté par l'UNESCO-BREDA, la CoP a contribué au processus d'examen impulsé par les pays pour l'élaboration de cadres curriculaires fondés sur les compétences. Dans le cadre d'une série d'outils de formation, une « banque de ressources » comportant huit modules a été créée pour développer les capacités locales en matière de conception, de gestion et de mise en œuvre de curricula de qualité. Cet outil a été expérimenté en République-Unie de Tanzanie dans le cadre du BEAP. En association avec les bureaux régionaux de l'UNESCO pour l'éducation, des approches reflétant les différentes priorités régionales pour l'élaboration des programmes ont été appliquées en vue de la réforme de l'enseignement secondaire et de l'éducation inclusive (États arabes), de l'incorporation de l'EDD dans les curricula nationaux (Asie) et de l'éducation inclusive

en Amérique latine (développement des capacités des animateurs de clubs UNESCO en République bolivarienne du Venezuela et en Équateur).

6. Une assistance technique a été fournie à certains États membres pour l'appropriation nationale des processus de réforme des curricula dans les situations de post-conflit et les sociétés en transition. Les résultats ont été les suivants : expérimentation des programmes révisés au Libéria ; plan d'action sur deux ans pour appuyer l'intégration de thèmes transversaux dans les curricula en Angola ; proposition pour l'élaboration de curricula et de manuels en Iraq ; élaboration de directives prenant en compte les questions de genre pour la révision des manuels du secondaire au Viet Nam dans le cadre de l'initiative « Unis dans l'action » pilotée par le Bureau de l'UNESCO à Hanoi ; appui pour la conception de programmes scolaires fondés sur la compétence dans la région des Caraïbes.

7. Les travaux de la Communauté de pratique sur les liens complexes entre innovation curriculaire, lutte contre la pauvreté et éducation pour la paix sont entrés dans une nouvelle phase au début de 2008, l'accent étant mis sur le développement des compétences pour la vie et le travail et Apprendre à vivre ensemble (LTLT). Dans le cadre de ce projet, une formation a été dispensée à 90 spécialistes des curricula de neuf pays africains (Angola, Burkina Faso, Burundi, Congo-Brazzaville, Mali, Maurice, Mozambique, Niger, Rwanda) et, grâce au partenariat avec GTZ/BMZ (Ministère fédéral de coopération et de développement économiques de l'Allemagne), cette formation a été étendue à six autres pays (Afrique du Sud, Botswana, Guinée, Kenya, Malawi, Sénégal) à la fin 2008. Trois séminaires internationaux ont eu lieu à Kigali, Genève et Nairobi, impliquant un processus participatif qui a conduit à l'élaboration d'un guide sur « le développement des compétences pour la vie et le travail au XXI^e siècle » passant en revue les questions d'ordre conceptuel et méthodologique et offrant de nombreux exemples d'initiatives nationales en Afrique et dans d'autres contextes régionaux.

8. Des activités relevant de la double fonction de l'UNESCO – développement des capacités et centralisation et échange de l'information –, ont contribué à l'intégration de l'éducation relative au VIH et au SIDA dans les curricula, débouchant sur d'importants résultats : collecte et diffusion de plus de 720 exemples de pratiques curriculaires concluantes, à titre de contribution au Centre d'échange d'informations de l'UNESCO sur le VIH et le SIDA ; version mise à jour du manuel pour l'intégration de l'éducation relative au VIH et au SIDA dans les curricula ; production d'un CD-ROM interactif pour les enseignants et les formateurs d'enseignants ; réalisation d'une vidéo sur les bonnes pratiques en matière d'éducation relative au VIH et au SIDA au Cameroun. En outre, quelque 120 spécialistes ont été formés dans les pays d'Afrique centrale et dans la Fédération de Russie, et une assistance technique portant sur la santé/nutrition scolaire et le VIH et le SIDA pour la formation préalable et continue des enseignants a été fournie au Guyana.

9. L'initiative « GigaPan » a été lancée au début 2008. Menée conjointement par le BIE et l'Université Carnegie Mellon, en collaboration avec le Réseau du système des écoles associées de l'UNESCO (réSEAU), elle vise à partager les bonnes pratiques portant sur le lien entre curriculum et nouvelles technologies (GigaPan), tout en promouvant des cadres scolaires inclusifs et en encourageant l'établissement de réseaux pérennes entre élèves d'horizons culturels différents grâce à l'échange informatisé de photos numériques en haute résolution. La phase pilote a été mise en œuvre dans des établissements scolaires en Afrique du Sud, à Trinité-et-Tobago et aux États-Unis, les activités devant être prochainement étendues à l'Asie (Indonésie) et à l'Amérique latine (Brésil).

Grand domaine d'action 2 : Production et gestion des connaissances

Résultats escomptés : Identification des nouvelles orientations et évolutions dans le domaine de l'éducation par la collecte et le traitement de l'information, la recherche et les études
--

10. Les services d'échange d'informations et la base de connaissances sur les systèmes et programmes éducatifs du BIE ont été enrichis en compilant, produisant et diffusant des

informations à jour. Les principaux résultats ont été une compilation de données sur la législation, la gouvernance et le financement de l'éducation dans 184 pays pour le Rapport mondial 2009 de suivi sur l'EPT ; une analyse du contenu de 129 messages de ministres de l'éducation (48^e session de la CIE) ; une analyse exploratoire des rapports nationaux 2008 sur l'éducation inclusive en Amérique latine et dans les Caraïbes ; la vérification croisée de données relatives à la durée de l'éducation primaire et à l'âge de scolarisation obligatoire dans 80 pays pour le *Recueil de données mondiales sur l'éducation 2008* ; le Rapport final de la 48^e CIE et un CD-ROM contenant tous les documents de la Conférence ; deux *Documents de travail du BIE sur le curriculum* ; et un numéro de la série *Educational practices*. Le BIE appuie également, en tant que membre du groupe consultatif technique, le processus d'examen de la Classification internationale type de l'éducation (CITE).

Résultats escomptés : Actualisation et diffusion de connaissances et d'informations sur les systèmes éducatifs, les programmes d'études existants, les processus d'élaboration de ces programmes, ainsi que sur les exemples de meilleures pratiques et les innovations

11. Les bases de données sur les systèmes éducatifs ont été encore développées et étendues, avec 193 dossiers par pays actualisés et 161 profils de la *Base de données mondiales sur l'éducation* mis à disposition. Tous les rapports nationaux disponibles (1932-1992) ont été catalogués dans UNESDOC et la migration du catalogue en ligne du BIE vers UNESDOC achevée. L'archive de programmes en ligne comprend désormais 403 documents, tandis que 70 alertes hebdomadaires et cinq synthèses ont été compilées et diffusées.

12. Élément dynamique essentiel du processus de gestion des connaissances, la structure du site Web du BIE a été entièrement remaniée conformément aux lignes directrices concernant le portail de l'UNESCO. Mis à disposition en juin 2008 avec une section spéciale consacrée à la CIE, le site amélioré est maintenant un outil multilingue et convivial. Le nombre de consultations est passé de 1,9 à 2,8 millions et celui des pages vues a quadruplé, passant de 4,8 à 19,5 millions.

13. Une nouvelle dynamique a été conférée à la revue *Prospects*, qui est maintenant examinée par des pairs. Il en a résulté une amélioration du contrôle de la qualité, des délais et de la visibilité. Cinq numéros ont été produits, y compris un numéro spécial sur l'éducation inclusive produit pour la CIE. Quatre publications supplémentaires ont également été mises à disposition.

Grand domaine d'action 3 : Dialogue politique et CIE

Résultats escomptés : Intensification et élargissement du dialogue international sur les politiques éducatives dans le cadre de la Conférence internationale de l'éducation

14. L'année 2008 a été consacrée à l'organisation de la 48^e session de la CIE sur « L'éducation pour l'inclusion : la voie de l'avenir ». Il a été jugé que le processus préparatoire avait été un modèle de participation et avait contribué de façon déterminante à la qualité des débats. En tout, la préparation de la Conférence a comporté neuf ateliers préparatoires régionaux organisés par la Communauté de pratique, y compris quatre conférences préparatoires régionales (Cameroun, Indonésie, Lettonie et Liban) et un séminaire international (Genève). L'importance de la Conférence en tant que forum mondial unique de dialogue sur les politiques éducatives et sa place particulière dans la stratégie globale de l'UNESCO destinée à favoriser une éducation de qualité pour tous (EPT) ont été confirmées par le niveau élevé de la représentation : plus de 1 600 participants, dont une centaine de ministres et ministres adjoints de l'éducation de 153 États membres. Dans ses conclusions et recommandations, la CIE a reconnu « qu'il est essentiel de disposer d'un concept élargi de l'éducation pour l'inclusion qui soit capable de répondre aux divers besoins de tous les apprenants et soit à la fois pertinent, équitable et efficace ». Elle a ajouté quelques nouveaux éléments innovants tels qu'une table ronde retransmise sur le Web, au cours de laquelle des jeunes ont pu poser des questions à différents ministres de l'éducation, et une exposition décrivant des pratiques concrètes d'éducation inclusive.

Résultats escomptés : Suivi de la mise en œuvre des décisions de la Conférence internationale de l'éducation de 2008

15. Pour maintenir la dynamique créée autour de l'éducation inclusive, il a été mis en œuvre diverses activités, dont des activités de promotion et d'information menées, lors d'importantes manifestations et réunions, à l'intention de responsables politiques et de spécialistes de l'éducation. En juin 2009, la Commission parlementaire uruguayenne chargée de l'éducation a réuni des participants de 68 pays. Pendant ce temps, un atelier de suivi de la CIE chargé d'élaborer un plan de route régional pour l'éducation inclusive s'est tenu au Liban en juillet 2009 et d'autres sont en préparation dans d'autres régions.

Ressources humaines et financières

16. Le BIE compte huit postes de cadre organique et sept postes d'agent des services généraux financés par le budget ordinaire de l'UNESCO. Il a pris des mesures pour accroître sa capacité en recrutant du personnel dans le cadre de contrats d'engagement de durée limitée (EDL) et en recrutant des assistants de recherche. Un programme de stages a été mis sur pied, le Bureau disposant déjà de quelque 28 stagiaires de 12 pays, y compris deux stagiaires affectés pour six mois par le programme de stages de la Fondation UNESCO-Corée pour la recherche. Comme cela a été signalé lors des sessions du Conseil, il est clair cependant que ces mesures ne compensent pas la pénurie aiguë de personnel expérimenté, problème qu'il faudrait résoudre d'urgence.

17. Toutes les activités de programme sont financées par des fonds volontaires et extrabudgétaires. Le BIE est parvenu à mobiliser des fonds supplémentaires au point que les fonds extrabudgétaires représentent maintenant plus de 50 % du budget total de l'exercice 2008-2009. Pour cet exercice, l'UNESCO a alloué au BIE **4 591 000** dollars, montant inchangé depuis 2002. Les ressources extrabudgétaires versées pour la même période au Compte spécial du BIE se sont élevées à **2 008 527** dollars. Les ressources extrabudgétaires reçues hors du Compte spécial (fonds d'affectation spéciale, ONUSIDA, etc.) se sont chiffrées à **860 019** dollars. Pour la CIE, quelque **545 450** dollars ont été obtenus de donateurs en sus d'une contribution de **471 368** dollars reçue de différentes divisions de l'UNESCO relevant principalement du Secteur de l'éducation, pour un montant total de **1 016 818** dollars. En 2009, on escompte, pour les activités de programme, **550 000** dollars supplémentaires. Ces contributions, ajoutées à d'autres recettes qui se montent à **242 000** dollars, portent le total général à **4 677 363** dollars.